

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 26 AVRIL 2017

L'an deux mille dix-sept, le vingt-six avril, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **19 avril 2017**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Sophie LACLAVERE, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Néant

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

EHPAD La Grèze de Montdragon

Des représentants du personnel de la Maison de retraite de Montdragon étant présents, M. le Maire propose de faire un point sur la démarche entreprise par la CCLPA préalablement à l'ordre du jour.

M. le Maire rappelle que le Conseil communautaire, à la majorité, a autorisé le Président à engager les négociations nécessaires en vue de la cession de l'EHPAD Résidence La Grèze afin de financer les investissements prévus et votés à l'unanimité sur les exercices 2017 à 2020.

Depuis plusieurs associations à but non lucratif (condition expresse pour ne pas priver certains résidents bénéficiaires de l'aide sociale du Département) et gestionnaires de maisons de retraite ont été rencontrées.

M. le Maire informe qu'il a demandé à participer à ces visites en tant que Conseiller départemental mais aussi pour avoir une bonne connaissance de l'avancée des travaux. Les délégués du personnel de La Grèze rencontreront également les délégués du personnel des différents établissements visités. M. le Maire précise encore une fois que le Président a seulement été mandaté pour une étude et que rien n'est arrêté ; si la cession n'intervenait pas il sera nécessaire de trouver une autre solution pour financer les investissements programmés (réduction des investissements, hausse des impôts de 13.5%...).

ORDRE DU JOUR

1. Action sociale : Attribution d'aides
2. Subventions aux associations : dossiers complémentaires
3. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables
4. Renouvellement de la convention avec l'association Accueil de Loisirs en Pays d'Agout (ALAE et ALSH)
5. Programme culturel 2017
6. Vote des taux des taxes directes locales
7. Votes des comptes de gestion, comptes administratifs et des budgets : commune, service assainissement, production d'énergie photovoltaïque
8. Questions diverses

M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 16 mars 2017.

Le compte-rendu de la séance du 16 mars 2017 est adopté à l'unanimité des membres présents.

M. le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour la souscription d'un contrat de maintenance pour le panneau d'information électronique, proposition acceptée à l'unanimité par les membres présents.

1) Attribution d'aide financière individuelle (2017/14)

M. le Maire présente le dossier de demande d'aide financière transmis par le Travailleur social de la Maison du Département de Puylaurens et les propositions de la commission :

N° dossier	Aide sollicité par le Travailleur social	Avis proposé
D03N°01 + D04N°02 EF NB	Aide énergie (RME) non remboursable de 150 €	Favorable

M. le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide la proposition mentionnée ci-dessus, soit :
 - Dossier D03N°02 + A01N°02 EF/CF : aide de 150 € non remboursable
- Demande à M. le Maire de faire procéder au versement de 150 € à la Régie municipale d'électricité.

2) Convention avec l'association « Accueil de loisirs en Pays d'Agout » pour l'organisation de l'ALAE (2017/15) – Annexe 1

M. le Maire rappelle les termes de la convention avec l'association « Accueil de loisirs en Pays d'Agout » validée par délibération n° 2013/33 le 27 juin 2013.

M. le Maire propose de réactualiser la convention pour prendre en compte les nouvelles surfaces mises à disposition, modifier la périodicité de la convention ainsi que le montant de la subvention versée à l'association.

L'association « Accueil de loisirs en Pays d'Agout » en charge des activités NAP (nouvelles activités scolaires) et ALAE (accueil de loisirs périscolaires) a présenté le bilan des actions, le bilan financier de l'année 2016 ainsi que le budget prévisionnel 2017.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la convention ci-annexée et le versement de la subvention d'un montant de 37 311 € :
 - Solde 2016 8 575 €
(Période de septembre à décembre)
 - 2017 28 736 €
(NAP : 10 854 € - ALAE : 17 882 €)
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

3) Attribution de subventions complémentaires (2017/17)

M. le Maire présente les propositions du groupe de travail créé suite à la dissolution du CCAS et qui a étudié les différentes demandes de subventions des associations à but social.

M. le Maire présente également les demandes de subvention suivantes :

- l'association SSIAD-ADMR Soins et Solidarité en Pays de de Cocagne pour l'organisation d'une fête le 1^{er} juillet 2017 à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de ce service ;
- l'association Agout Fitness (pratique de la musculation sur Damiatte) pour une aide à la création et à l'installation de l'association.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide d'attribuer les subventions sociales suivantes :

ADMR St Paul	2 000 €
SSIAD-ADMR Soins et Solidarité en Pays de de Cocagne	500 €
Croix Rouge	450 €
Croix Rouge - Autabus	300 €
Restos du cœur	300 €
Secours populaire	200 €
TOTAL	3 750 €

- Charge M. le Maire de vérifier le fonctionnement de l'association auprès de la commune de Damiatte avant de verser la subvention accordée de 200 € ;
- Charge M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

4) Admission en non-valeur de créances éteintes (2017/18)

M. le Maire informe les membres de l'assemblée que Mme la Trésorière se trouve dans l'impossibilité de recouvrer certains titres de recettes concernant la facturation de la cantine et de la redevance assainissement et présente les états des non valeurs arrêtés à la date du 07/12/2016.

Le montant total des titres à admettre en non valeurs est de :

- 277.82 € pour le service cantine – budget 20000
- 177.38 € pour le service assainissement – budget 49000

Une fois prononcée, l'admission en non-valeur de créance éteinte donne lieu à un mandat émis à l'article 6542 du budget concerné de l'exercice. M. le Maire précise que les crédits nécessaires seront ouverts à cet effet lors du vote du Budget Primitif 2017.

Il appartient au conseil municipal de statuer sur l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Prononce l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées et détaillées dans les états ci-annexés.
- Autorise M. le Maire à signer tous actes et pièces relatifs à cette décision.

5) Taux d'imposition des taxes directes locales (2017/19)

Le Conseil Municipal,

- après avoir délibéré du taux d'imposition applicable en 2017 à chacune des taxes directes locales,
- DECIDE de modifier les taux d'imposition des quatre taxes pour l'année 2017 comme suit :

TAXES	TAUX 2016	TAUX 2017	Produit assuré
T.H.	13,94%	14,15%	153 528,00 €
F.B.	15,25%	15,48%	131 890,00 €
F.N.B.	68,12%	69,14%	33 256,00 €
C.F.E.	23,46%	23,81%	23 762,00 €
TOTAL			342 436,00 €

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

6) Approbation du Compte Administratif et du Compte de Gestion (2017/20)

Le Conseil Municipal,

délibérant sur le compte administratif de l'année 2016, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- prend acte de la présentation faite du compte de gestion et du compte administratif, lesquels peuvent se résumer ainsi :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
Dépenses	865 941,15 €	Dépenses	215 195,10 €
Recettes	924 945,53 €	Recettes	212 427,80 €
Résultat	59 004,38 €	Résultat	- 2 767,30 €

Résultat d'exécution du budget				
	Résultat clôture au 31/12/2015	Résultat de l'exercice	Intégration résultats SIVOM	Résultat clôture au 31/12/2016
Fonctionnement	227 123,85 €	59 004,38 €	5 645,74 €	291 773,97 €
Investissement	- 2 810,21 €	- 2 767,30 €	5 433,36 €	- 144,15 €
Total	224 313,64 €	56 237,08 €	11 079,10 €	291 629,82 €

- constate la régularité des opérations,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,
- approuve le compte de gestion de l'exercice et certifie qu'il est conforme aux écritures dudit compte administratif.

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

7) **Affectation du résultat de l'exercice 2016 sur la gestion de l'exercice 2017 (2017/21)**

Le Conseil Municipal,

après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice, considérant qu'il convient de déterminer le besoin de financement de la section d'investissement ainsi qu'il suit :

Déficit d'investissement cumulé au 31/12/2016			144,15	(D1)
Reste à réaliser en dépense au 31/12/2016	Chapitre 21	54 000,00		
	Chapitre 23	41 000,00		
	Divers			
Total reste à réaliser		95 000,00	(D2)	
TOTAL DES DEPENSES A FINANCER (D2)			95 000,00	(D3)
Excédent d'investissement cumulé au 31/12/2016				(R1)
Reste à réaliser en recette au 31/12/2016	Chapitre 10			
	Chapitre 13			
	Chapitre 16			
	Divers			
Total reste à réaliser		0,00	(R2)	
TOTAL DES RECETTES (R1 + R2)			0,00	(R3)
BESOIN DE FINANCEMENT (D1 + D3)- R3			95 144,15	
Après avoir constaté le résultat de fonctionnement ε 31/12/2016				
Résultat comptable de l'exercice			59 004,38	
Résultat antérieur reporté			232 769,59	
RESULTAT CUMULE A AFFECTER			291 773,97	

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :	
Excédent de fonctionnement capitalisé	95 144,15
à inscrire au C/1068 du budget 2017	
Report à nouveau (C/11 de la balance)	196 629,82
à inscrire ligne 002 du budget 2017	

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

8) Budget primitif (2017/22)

Le Conseil Municipal,
après avoir examiné le budget primitif 2017, approuve ledit budget, qui s'équilibre, conformément aux tableaux ci-annexés, tant en recettes qu'en dépenses à la somme de :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
Dépenses	1 046 637,82 €	Dépenses	308 708,97 €
Recettes	1 046 637,82 €	Recettes	308 708,97 €

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

9) Assainissement – Approbation du Compte Administratif et du Compte de Gestion (2017/23)

Le Conseil Municipal,
délibérant sur le compte administratif de l'année 2016, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- prend acte de la présentation faite du compte de gestion et du compte administratif, lesquels peuvent se résumer ainsi :

Section d'exploitation		Section d'investissement	
Dépenses	29 718,55 €	Dépenses	12 747,81 €
Recettes	36 597,53 €	Recettes	34 281,98 €
Résultat	6 878,98 €	Résultat	21 534,17 €

Résultat d'exécution du budget				
	Résultat clôture au 31/12/2015	Résultat de l'exercice	Intégration résultats SIVOM	Résultat clôture au 31/12/2016
Fonctionnement	43 404,34 €	6 878,98 €	40,90 €	50 324,22 €
Investissement	- 18 995,70 €	21 534,17 €	- 5 474,26 €	- 2 935,79 €
Total	24 408,64 €	28 413,15 €	- 5 433,36 €	47 388,43 €

- constate la régularité des opérations,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,
- approuve le compte de gestion de l'exercice et certifie qu'il est conforme aux écritures dudit compte administratif.

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

10) Assainissement – Affectation du résultat de l'exercice 2016 sur la gestion de l'exercice 2017 (2017/24)

Le Conseil Municipal,
après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice, considérant qu'il convient de déterminer le besoin de financement de la section d'investissement ainsi qu'il suit :

Déficit d'investissement cumulé au 31/12/2016			2 935,79	(D1)
Reste à réaliser en dépense au 31/12/2016	Chapitre 21			
	Chapitre 23	13 100,00		
	Divers			
<i>Total reste à réaliser</i>		13 100,00	(D2)	
TOTAL DES DEPENSES A FINANCER (D2)			13 100,00	(D3)
Excédent d'investissement cumulé au 31/12/2016			(R1)	
Reste à réaliser en recette au 31/12/2016	Chapitre 10			
	Chapitre 13			
	Chapitre 16			
	Divers			
<i>Total reste à réaliser</i>		0,00	(R2)	
TOTAL DES RECETTES (R1 + R2)			0,00	(R3)
BESOIN DE FINANCEMENT (D1 + D3)- R3			16 035,79	
Après avoir constaté le résultat d'exploitation au 31/12/2016				
Résultat comptable de l'exercice			6 878,98	
Résultat antérieur reporté			43 445,24	
RESULTAT CUMULE A AFFECTER			50 324,22	
Décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :				
Excédent de fonctionnement capitalisé			16 035,79	
à inscrire au C/1068 du budget 2017				
Report à nouveau (C/11 de la balance)			34 288,43	
à inscrire ligne 002 du budget 2017				

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

11) Photovoltaïque – Approbation du Compte Administratif et du Compte de Gestion – Affectation du résultat 2016 sur la gestion de l'exercice 2017 (2017/25)

Le Conseil Municipal,

délibérant sur le compte administratif de l'année 2016, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- prend acte de la présentation faite du compte de gestion et du compte administratif, lesquels peuvent se résumer ainsi :

Section d'exploitation		Section d'investissement	
Dépenses	5 159,72 €	Dépenses	4 370,00 €
Recettes	6 040,93 €	Recettes	4 370,00 €
Résultat	881,21 €	Résultat	- €

Résultat d'exécution du budget			
	Résultat clôture au 31/12/2015	Résultat de l'exercice	Résultat clôture au 31/12/2016
Exploitation	3 729,14 €	881,21 €	4 610,35 €
Investissement	0,01 €	- €	0,01 €
Total	3 729,15 €	881,21 €	4 610,36 €

- constate la régularité des opérations,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,

- approuve le compte de gestion de l'exercice et certifie qu'il est conforme aux écritures dudit compte administratif,
- décide d'inscrire le résultat de clôture de la section d'exploitation à la ligne 002 du budget 2017.

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

12) Photovoltaïque – Budget primitif (2017/26)

Le Conseil Municipal,
après avoir examiné le budget primitif 2017, approuve ledit budget, qui s'équilibre, conformément aux tableaux ci-annexés, tant en recettes qu'en dépenses à la somme de :

Section d'exploitation		Section d'investissement	
Dépenses	10 580,35 €	Dépenses	4 370,01 €
Recettes	10 580,35 €	Recettes	4 370,01 €

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

13) Assainissement – Budget primitif (2017/27)

Le Conseil Municipal,
après avoir examiné le budget primitif 2017, approuve ledit budget, qui s'équilibre, conformément aux tableaux ci-annexés, tant en recettes qu'en dépenses à la somme de :

Section d'exploitation		Section d'investissement	
Dépenses	62 234,54 €	Dépenses	51 801,45 €
Recettes	62 234,54 €	Recettes	51 801,45 €

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

14) CCAS – Approbation du Compte de Gestion (2017/28)

Le Conseil municipal,
délibérant sur le compte de gestion de l'année 2016,
- prend acte de la présentation faite du compte de gestion, lequel peut se résumer ainsi :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
Dépenses	- €	Dépenses	- €
Recettes	- €	Recettes	- €
Résultat	- €	Résultat	- €

Résultat d'exécution du budget				
	Résultat de clôture au 31/12/2015	Résultat de l'exercice	Transfert ou intégration de résultats par ONB	Résultat de clôture au 31/12/2016
Fonctionnement	5 645,74 €	- €	5 645,74 €	- €
Investissement	- €	- €	- €	- €
Total	5 645,74 €	- €	5 645,74 €	- €

- constate la régularité des opérations,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,
- certifie que le compte de gestion de l'exercice 2016 est conforme.

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

15) Cabinet médical – Installation d’un deuxième médecin généraliste (2017/29)

M. le Maire rappelle les délibérations n°2016/01 du 4 février 2016 et n°2016/14 du 13 avril 2016 relatives au dispositif d’aide à l’installation d’un médecin généraliste.

M. le Maire ajoute que le Conseil municipal a approuvé, par délibération n° 2016/56 du 16 décembre 2016, l’extension du cabinet médical pour accueillir un deuxième médecin généraliste.

M. le Maire présente le devis transmis par M. Matthieu Dumas correspondant à ses frais de déménagement : Entreprise Durand Déménageur d’un montant de 4 944 € € TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité :

- Accepte la prise en charge des frais de déménagement de M. Matthieu Dumas pour un montant de 4 944 € TTC ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

16) Convention avec l’association « Accueil de loisirs en Pays d’Agout » pour la mise à disposition de moyens pour l’ALSH (2017/30) – Annexe 2

M. le Maire rappelle :

- La Commune a, par délibération du 29 janvier 2015, approuvé la modification des statuts de la Communauté de communes du Lautrécois-Pays d’Agout (CCLPA) et opéré ainsi un transfert de ses compétences « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » (ALSH) à compter du 1^{er} janvier 2015.
- La Commune a, par délibération du 3 novembre 2016, approuvé le procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment dédié à l’accueil de loisirs sans hébergement sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux, à savoir une partie du groupe scolaire Odette et Gaston Vedel situé 11 rue Victor Hugo – 81220 Saint Paul Cap de Joux.
- La CCLPA a, par délibération du 13 décembre 2016, mis à disposition ce même bâtiment de l’Association Accueil de Loisirs en Pays d’Agout (ALPA) en charge de l’ALSH sur notre commune.

M. le Maire présente à l’assemblée une proposition de convention avec l’association ALPA pour le remboursement des frais de télécommunication et de moyens mis à disposition par la Commune et non pris en charge par la CCLPA.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité :

- approuve la convention avec l’association ALPA pour le remboursement des frais de télécommunication et de moyens mis à disposition de l’association ci-annexée ;
- autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l’exécution de cette décision.

17) Questions diverses

Contrat de maintenance panneau d’information électronique (2017/16) – Annexe 3

M. le Maire propose de souscrire un contrat de maintenance annuel pour le panneau d’information, il présente la proposition de la société ALOES RED d’un montant de 700 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité :

- Accepte de souscrire un contrat de maintenance annuel avec la société ALOES RED pour un montant de 700 € HT ;
- Autorise M. le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l’exécution de cette décision.

Programmation culturelle 2017

M. le Maire fait part des propositions du groupe de travail « culture ». Il rappelle le principe de l’enveloppe de 3 000 €/an avec pour objectif de proposer des spectacles gratuits.

Les manifestations proposées :

- Racontarn : 500 €
- Nadalet : 500 €
- Soirée Jazz le 24/11 avec la formation Monday Jazz Band : 700 € + repas + SACEM
- Danse Flamenco : 300 € pour le 25^{ème} anniversaire de l'association Ste Cécile, à l'occasion du Feu de la St Jean

Philippe Viala présente le projet de concours photo sur le patrimoine St Paulais qui pourrait se dérouler en septembre à l'occasion des Journées du Patrimoine.

La danse contemporaine sera reportée en 2018 pour ne pas dépasser le budget.

La CCLPA renouvelle l'opération Contes en balade avec la Médiathèque.

Zéro phyto

M. le Maire propose de faire un article sur le prochain bulletin municipal pour sensibiliser la population aux nouvelles méthodes d'entretien des espaces publics et les inciter à participer.

Bureau de Poste

M. le Maire informe qu'il a sollicité la Commission départementale de présence postale du Tarn pour étudier le projet de déménagement du bureau dans les locaux de l'ancienne Caisse d'épargne.

Fin de séance.

ANNEXE 1



CONVENTION BIPARTITE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR L'ORGANISATION DU CENTRE DE LOISIRS ASSOCIE A L'ECOLE (CLAE)

Entre

La Commune de Saint Paul Cap de Joux représentée par M. Laurent VANDENDRIESSCHE, dument habilité par délibération n° 2017/15 du 26 avril 2017, et désignée sous le terme « la commune », d'une part,

Et

L'Accueil de Loisirs en Pays d'Agout, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Cité du Château 81570 VIELMUR SUR AGOUT, représentée par sa présidente, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,
N° SIRET :

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Depuis la réforme des rythmes scolaires mise en œuvre lors de la rentrée scolaire 2013/2014, le Conseil municipal a confié la gestion de l'accueil périscolaire à l'association Accueil de Loisirs en Pays d'Agout ; l'objectif principal étant d'améliorer l'accueil de l'enfant tout au long de sa journée scolaire en lui proposant des activités sur les temps périscolaires.

ARTICLE 1 – OBJECTIFS

Par la présente convention, l'association s'engage, et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le service d'accueil et d'animation des enfants inscrits au groupe scolaire Odette et Gaston Vedel en dehors du temps scolaire.

Le CLAE fonctionne pendant les temps périscolaires :

- Le matin : avant la classe, de 7h30 à 8h45 (7h30-9h00 le mercredi)
- A la pause méridienne : de 12h00 à 13h30
- Le soir : après la classe, de 15h30 à 18h30

L'équipe d'animation a pour mission de proposer un panel d'activités éducatives diversifiées permettant l'épanouissement de l'enfant en mettant l'accent sur :

- *L'éducation à l'alimentation*
- *L'animation sportive*
- *L'accès à la culture*

A ce titre, l'Association s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et suffisants pour assurer cette mission.

ARTICLE 2 – MOYENS

Locaux

La commune de St Paul Cap de Joux met à disposition de l'Association "Accueil de Loisirs en Pays d'Agout" les locaux situés au sein du groupe scolaire, 14 rue Victor Hugo 81220 St Paul Cap de Joux.

La surface totale mise à disposition est de 2 057.23 m², comprenant :

- Salles activité, dortoir, bureau 310.03 m²
- La cantine 146.50 m²
- Les sanitaires enfants et adultes 30.70 m²
- L'espace extérieur (cour) 1 570.00 m²

L'Association s'engage à maintenir les lieux mis à sa disposition en bon état permanent d'entretien toute la durée de la mise à disposition ; elle informera la commune de toute détérioration éventuelle ou anomalie.

La commune prend à sa charge les réparations relatives au clos et au couvert ; elle a en charge le ménage journalier des locaux utilisés par l'Association.

Personnel

L'association :

- procède au recrutement, à la formation et au remplacement si besoin, des équipes d'animation nécessaires au fonctionnement du CLAE conformément à la législation en vigueur,
- assure ses obligations liées à la qualité d'employeur.

La commune :

- met à disposition du personnel communal dont la situation administrative reste à la charge de la Commune.

LUNDI au VENDREDI (* sauf le mercredi)		
MATIN	1 agent	07h30 – 08h45 *
	1 agent	07h45 – 08h45
MIDI	4 agents	12h00 – 13h30 *
SOIR	1 agent	15h30 – 16h30 *
	1 agent	15h30 – 18h00 *
	1 agent	15h30 – 18h15 *

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS

Déclarations

L'association effectuera les déclarations nécessaires auprès de la DDCSPP, la CAF et la PMI.

Assurance

L'Association s'assure contre les risques d'incendie, d'explosion, dégâts des eaux, vols par effraction afférant aux locaux mis à disposition et contre tout risque locatif et les recours des voisins auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue.

Elle doit également faire assurer de manière suffisante son mobilier contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux et le vol.

Elle devra chaque année justifier de ses assurances et en fournir une copie à la commune.

Durant la période d'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'Association s'engage à :

- en assurer la surveillance et le respect,
- contrôler les entrées et sorties,
- faire respecter les règles de sécurité,
- respecter les normes légales de sécurité, notamment en matière d'encadrement des enfants.

L'Association veillera à s'assurer que les sorties et dégagements intérieurs permettent toujours un accès rapide aux issues de secours.

ARTICLE 4 - EVALUATION

L'association s'engage à fournir, en fin d'année scolaire, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet éducatif tel que défini dans l'article 1.

L'évaluation de ce bilan est faite conjointement avec l'association ; elle permettra, si besoin, les réajustements nécessaires fixés d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Les comptes annuels,
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 6 - DURÉE

La présente mise à disposition est consentie à titre précaire et révocable pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2017 ; elle est renouvelable tous les ans par tacite reconduction.

ARTICLE 7 – CONTRIBUTION FINANCIERE, MODALITES DE VERSEMENT

Les versements seront effectués sur le compte de l'association « Accueil de Loisirs en Pays d'Agout ». Considérant la modification de la périodicité de la convention, il est nécessaire de verser le solde de la contribution de l'année 2016 (septembre à décembre), fixé à 8 575 € en sus de la contribution 2017.

La contribution annuelle pour l'année 2017 est fixée à 28 736 € (NAP : 10 854 € - ALAE : 17 882 €).

La commune verse une avance de 50 % du montant de la subvention de l'année précédente avant le 31 janvier et le solde avant le 30 septembre.

La contribution annuelle sera révisée chaque année par avenant.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la commune et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association.

ARTICLE 10 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Saint Paul Cap de Joux, le 30 mai 2017

Pour l'association,
La Présidente

Pour la Commune,
Le Maire

ANNEXE 2



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS DE L'ASSOCIATION ALPA (activité ALSH)

Entre

La Commune de Saint Paul Cap de Joux représentée par M. Laurent VANDENDRIESSCHE, dument habilité par délibération n° 2017/30 du 26 avril 2017, et désignée sous le terme « la commune », d'une part,

Et

L'association bénéficiaire dénommée Accueil de Loisirs en Pays d'Agout, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Cité du Château 81570 VIELMUR SUR AGOUT, représentée par sa présidente, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,
N° SIRET : 420 393 381 00017

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Commune a, par délibération du 29 janvier 2015, approuvé la modification des statuts de la Communauté de communes du Lautrécois-Pays d'Agout (CCLPA) et opéré ainsi un transfert de ses compétences « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » (ALSH) à compter du 1er janvier 2015.

La Commune a, par délibération du 3 novembre 2016, approuvé le procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment dédié à l'accueil de loisirs sans hébergement sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux, à savoir une partie du groupe scolaire Odette et Gaston Vedel situé 11 rue Victor Hugo – 81220 Saint Paul Cap de Joux.

La CCLPA a, par délibération du 13 décembre 2016, mis à disposition ce même bâtiment de l'Association Accueil de Loisirs en Pays d'Agout (ALPA) en charge de l'ALSH sur notre commune.

ARTICLE 1

Cette convention a pour objet de définir les moyens mis à disposition de l'association ALPA par la Commune et non pris en charge par la CCLPA et de prévoir les modalités de remboursement.

ARTICLE 2

La présente convention prend effet rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2017 et se renouvellera par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec préavis minimum de trois mois.

ARTICLE 3

La Commune met à disposition de l'association ALPA les moyens suivants :

- la ligne téléphonique 05.63.74.77.36 et l'accès Internet correspondant (ligne Livebox 09.64.46.40.70)

- un agent en charge de la cantine et du nettoyage des locaux utilisés par l'association :

MERCREDI : 5 heures	Cantine : 3.5 h.
<i>(semaines scolaires)</i>	Ménage : 1.5 h.

VACANCES SCOLAIRES : 6.5 heures/jour	Cantine : 4.0 h.
Toussaint (2 semaines)	Ménage : 2.5 h.
Noël (1 semaine)	
Hiver (2 semaines)	
Printemps (2 semaines)	
Eté (5 semaines)	

ARTICLE 4

L'association s'engage :

- à rembourser annuellement les moyens mis à disposition par la Commune figurant à l'article 3 de la présente convention ;
Le remboursement se fera après émission d'un titre de recette par la Commune une fois par an (sur le mois de décembre de l'année concernée).
- à rembourser en 2017 les frais téléphoniques de la ligne dédiée exclusivement à l'association ALPA et ce depuis la mise en service (années 2014, 2015 et 2016) pour un montant de 3 211.20 €.

ARTICLE 5

L'association s'engage à informer la collectivité de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention.

ARTICLE 6

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association.

ARTICLE 7

Tous les changements qui pourraient intervenir dans le fonctionnement ou dans les statuts de l'association devront être signalés à la collectivité dans les 30 jours de leur intervention et pourront donner lieu à une révision de la présente convention, par voie d'avenant, ou à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 6 ci-avant.

ARTICLE 8

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Saint Paul Cap de Joux, le

Pour l'association,
La Présidente

Pour la Commune,
Le Maire

ANNEXE 3



CONTRAT OPTIMUM SOLUTION

pour un écran modèle 112 128 Full color P10

La Société ALOES RED située au 63/69 rue du Général de Gaulle 78300 POISSY, représentée par Monsieur Sylvain PLÉ.

D'une part,

Et

La commune de SAINT PAUL CAP DE JOUX, représentée par Monsieur le Maire, Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

I. DESCRIPTION DU MATÉRIEL

- 1 panneau électronique double face VISTA graphique Full color matrice 112 x 128 P10.

SOLUTION OPTICENTER NIVEAU 1 ET 2

Définition de la couverture :

Niveau 1

- a) Possibilité de prise en main à distance sur le panneau.
- b) Mise en régie sur serveur Aloes RED du panneau de la ville.
 - suivi hebdomadaire du matériel à distance.
 - prise en main du système à distance sur poste dédié.
- c) Hotline : audit et conseil, assistance et information sur logiciel OPTIMEDIA.
- d) Fourniture d'un stock de pièces détachées sur la base de la grille tarifaire jointe.

Niveau 2 (comprenant le niveau 1)

En accord avec les services techniques de la ville, aide à distance au dépannage simple :

- conseil au remplacement des pièces défectueuses à partir du stock de pièces détachées.
- remise en route du panneau, en cas de coupure secteur, par relance de l'unité centrale si redémarrage impossible en mode restauration...

II. LIMITATION DE LA MAINTENANCE

Dans le cadre de la maintenance, la télémaintenance pour la prise en main à distance doit être permanente et en état de fonctionnement. Il convient donc à la mairie de vérifier régulièrement que notre application installée sur le serveur de la ville soit toujours effective.

Toute intervention ne peut être prise en compte par nos services que dans les conditions d'une connexion normale avec le panneau. En cas de problème d'impossibilité de liaison au dispositif ne concernant pas directement le matériel d'Aloes RED, toute sollicitation de Aloes RED, en conseil, voir en aide à sa remise en service, fera l'objet d'une facturation à part sur les bases du temps passé, au taux horaire de 110 euros hors-taxes.

Aloes RED ne peut être tenu responsable de la mauvaise utilisation du remplacement de pièces détachées.

L'unité centrale n'étant pas prise en compte dans la liste des pièces détachées fournies par Aloes RED, et ce, à la demande de la ville, en cas de problème, ou de panne, le remplacement de ce matériel, fera l'objet d'une offre chiffrée.

III. GENERAL

Cette couverture ne peut être changée ou résiliée véritablement.

Cette convention est applicable, à la seule condition que la ville soit en possession du kit de maintenance le jour du dépannage. Le coût du kit de maintenance fait l'objet d'une facturation séparée, selon la liste de pièces détachées jointe en annexe. Ce kit de maintenance doit être parfaitement tenu à jour.

En ce sens, Aloes RED fournira les pièces en échange de celles remplacées, de telle sorte que le stock en possession de la ville soit toujours complet.

Aloes RED facturera automatiquement le réapprovisionnement de ces pièces de remplacement, transport compris.

La prise en compte d'une intervention ne sera possible que dans la mesure où le stock de pièces détachées en possession de la ville sera à jour.

En cas de litige, le tribunal de Versailles sera seul compétent.

IV. PRIX ET DUREE

Le coût de la redevance annuelle est de 700 € hors taxes pour 1 panneau électronique double face VISTA graphique Full color matrice 112 x 128 P10.

La redevance sera payable annuellement d'avance à compter de la date de prise d'effet du contrat et à chaque date anniversaire. Lors de la première échéance, Aloes RED fournira un kit à la ville, des pièces détachées nécessaires aux interventions (hors unité centrale), selon le barème de prix joint en annexe.

Le présent contrat est conclu pour une durée de 2 ans à partir de la date de signature d'effet du contrat. Si l'une des deux parties venait à ne pas respecter ses engagements, l'autre partie pourrait mettre fin au présent contrat 15 jours après l'envoi d'une lettre recommandée restée sans effet, et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts consécutifs à cette rupture ou aux causes de conditions de cette rupture.

Fait en trois exemplaires à Poissy,

Le 6 avril 2017

La Société ALOES RED
Monsieur le Directeur
Sylvain PLÉ

La commune de SAINT PAUL CAP DE JOUX
Monsieur le Maire
Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE

